

# CIPCRE

Cercle International pour la Promotion de la Création

## RAPPORT D'ACTIVITES

# 2016



Direction Générale

CIPCRE-Cameroun

CIPCRE-Bénin



# CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION

L'actualité dans la zone d'intervention du CIPCRE a vibré, au cours de l'année de référence, au rythme d'avancées et de reculades dans plusieurs secteurs d'activités.

Sur le plan politique, le renouveau démocratique dont l'expérience a commencé depuis la Conférence Nationale des forces vives du Bénin de février 1990, a dû passer un cap déterminant pour assurer en douceur le changement de gouvernement à travers les élections présidentielles suivies de l'investiture du nouveau Président élu. Si l'efficacité des partis politiques peut être mise en doute du fait qu'aucun d'eux n'a pu gagner les élections présidentielles depuis 1990, l'attachement du peuple à la démocratie et à sa souveraineté est restée sans équivoque. Les tentatives de révision de la constitution et/ou de couplage des élections, d'asphyxie financière fictive ou effective du processus électoral et de fraudes supposées ou réelles, ont été endiguées grâce à l'engagement citoyen des populations. Au Cameroun, le principal parti politique de l'opposition, le SDF, s'est lézardé avec la création d'une tendance Muna qui conteste sa légitimité au camp Fru Ndi. Le Premier Ministre a consulté des leaders politiques et d'opinion en vue de l'élaboration d'une commission électorale acceptable par tous. La procédure pénale, restée longtemps régie par deux textes différents et parfois contradictoires selon qu'on se trouve d'un côté ou de l'autre du fleuve Mounjo a été modifiée de fond en comble.

Sur le plan socio-économique, le nouveau gouvernement issu des élections présidentielles de mars 2006 a fait des efforts louables (gouvernance, lutte contre corruption, gratuité de la scolarité au primaire, satisfaction des doléances de certains groupes socio-professionnels, élaboration de politiques et stratégies comme la deuxième génération de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté, etc.). Mais au regard de la profondeur de la crise béninoise, les mouvements sociaux se sont suivis et se sont professionnalisés d'un secteur à l'autre. Au Cameroun, c'est l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE qui a mobilisé l'attention et qui a eu comme principale retombée 1 400 milliards de francs de réduction de la dette. Mais on a observé sur le marché une flambée continue des prix des produits de première nécessité. La gangrène de l'homosexualité a été révélée au grand jour par les journaux ; les universités de Yaoundé 1, de Buéa, de Dschang, de Douala et de Ngaoundéré ont été secouées par des grèves successives. La croisade contre la corruption a fait ses premières victimes dont

certaines grosses pointures du régime à l'instar de Siyam Siewe, Directeur Général du Port Autonome de Douala et ancien Ministre, Ondo Ndong, Directeur Général du FEICOM et Joseph Edou, Directeur Général du Crédit Foncier. Le piège s'est aussi refermé sur Edouard Etonde Ekotto, Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala et député à l'Assemblée Nationale.

Dans le cadre de la gestion de l'environnement au Bénin, l'on a noté le changement de dénomination du ministère (environnement et protection de la nature), la création d'un ministère spécifiquement en charge de l'urbanisme, de l'assainissement, de la lutte contre l'érosion côtière et de la réforme foncière, le "verdissement" du document de la SCRP, la vitalité et les efforts de réseautage de certaines ONG dans le domaine de l'environnement, etc. sont des indices non négligeables. Cependant, les défis écologiques ont persisté sur fond d'incivisme écologique des populations dans leur grande majorité. Après Yaoundé et Douala, la Société d'Hygiène et de Salubrité du Cameroun (HYSACAM) s'est installée à Kribi, Limbé, Dschang et Bafoussam sans y avoir aménagé des sites de décharge. Le réchauffement global observé un peu partout dans le monde n'a épargné ni le Cameroun ni le Bénin. Dans leur lutte quotidienne pour la survie, les populations des Hautes Terres de l'Ouest-Cameroun et des écosystèmes humides du Bénin ont développé des activités dont l'incidence sur l'environnement a été manifeste.

C'est dans ce contexte global que le CIPCRE a apporté sa contribution dans la lutte contre la pauvreté, pour la sauvegarde de la création et par le dialogue social dans des champs aussi variés que les Initiatives Locales de Développement, l'Education Citoyenne de la Jeunesse, Foi et Action Sociale, Genre et Développement, la Communication pour le Développement et l'appui au renforcement de la société civile à partir de l'impulsion des Directions Générale et Nationales, au Cameroun et au Bénin.

Le présent rapport est la synthèse de toutes les actions menées à la Direction Générale, au CIPCRE-Cameroun, au CIPCRE-Bénin et au CCS. Dans le cadre de chaque activité menée, nous présentons les résultats atteints et les effets obtenus par champ d'action. Le tableau des recettes consolidées et des dépenses au cours de l'année de référence est présenté en fin de rapport. ■



L'arbre de Djansang en forêt

leurs jardins et d'améliorer leur pouvoir d'achat et leur position sociale. A titre d'illustration, des paysan(ne)s de Bangang et Galim sont régulièrement invités par les pouvoirs publics à exposer leurs produits lors des grands événements à l'instar de la Journée Internationale de la Femme Rurale. Par ailleurs, un paysan pilote installé dans la zone de Bandjoun a, au cours de la période, reçu la visite de 6 religieuses canadiennes, de 12 étudiants de l'Université des Montagnes et de 3 enseignants de l'Institut Adventiste de Nanga Eboko.

Dans le cadre de la domestication des arbres fruitiers locaux et des espèces médicinales, les appuis apportés aux pépiniéristes leur ont permis de produire et de vendre 693 plants dont 227 plants greffés, 69 marcottes, 147 boutures et 250 porte-greffe pour un revenu d'environ 418 000 Frs cfa. En plus des plants vendus, 17 marcottes et 104 boutures sont actuellement en cours de rééducation dans les pépinières, ce qui porte la production totale des sites de domestication de Bandjoun et Bansoa à 814 plants pour la période.

Les activités menées et les résultats obtenus montrent qu'au cours de l'année, les plantes médicinales, les plants condimentaires et fruitiers ont été vulgarisés auprès de 1357 personnes dont 743 femmes. Quarante trois (43) personnes dont 19 femmes ont renforcé leurs capacités. Le Rudbeckie, une nouvelle espèce de plante a été introduite chez 24 paysans pour être testée en milieu réel et une autre espèce, le *Moringa Oléifera* est en cours d'expérimentation dans notre jardin de démonstration. Mille neuf cent soixante seize (1 976) plants ont été mis à la disposition des personnes intéressées, ce qui représente une augmentation de demande en plants de l'ordre de 13,2 % comparée à l'année 2005.

Dans le Nord-Ouest du Cameroun, nous avons réalisé un état des lieux de la culture et de la consommation des espèces végétales qui a montré que 4 autres organisations d'appui interviennent dans le domaine des plantes médicinales : IRAD, Berudep, Heifer et Paradise on earth ; environ 250 groupes et 6 naturopathes exploitent et cultivent les plantes médicinales ; près de 80 jardins ont été inventoriés et plus de 56 plantes médicinales sont largement exploitées avec en tête le *Prunus africana* encore appelé " Kanda-Stick " ; plus

de 70% des exploitants interrogés ne maîtrisent pas les techniques de culture, de récolte et de conditionnement de ces espèces exploitées ; la consommation totale des fruits est très basse, soit 5,6% des enquêtés ; par contre, les techniques de multiplication végétative des fruitiers sont pratiquées par plus de 80% des pépiniéristes rencontrés dans le département de Boyo ; paradoxalement, seuls 5.6 % des pépiniéristes des autres localités visitées utilisent cette technique. D'une manière générale, les plants produits dans la province du Nord-Ouest sont constitués de 5% de plants marcottés, 3% de plants issus des boutures, 10% de plants greffés et 82 % de plants issus des semis (multiplication par graine) ; les principales espèces produites sont le manguier, le safoutier, le kolatier et l'avocatier ; les épices les plus consommées sont : le *Djansang*, le *Country Oignon*, le *bush mangoe* et *Alakata pepper* : elles proviennent en majorité du département de la Momo et de Donga-Mantung où il existe encore des reliques de forêts naturelles ; dans ces deux localités, la culture des plantes à épices n'est pas intégrée par les populations, encore moins les techniques de domestication de ces espèces ; les récoltes se font à l'état sauvage dans la forêt.

A la suite de cet état des lieux, la séance de sensibilisation organisée au profit de la communauté d'Olurunti dans l'arrondissement de Widikum a permis de toucher 20 leaders paysans constitués de 6 femmes, du chef du village et des membres du comité de gestion de la forêt communautaire sur les avantages inhérents à la domestication des espèces à épices. Cette sensibilisation a débouché sur un projet de création de 2 pépinières de domestication des plantes à épices dans cette localité. Des appuis apportés aux porteurs de ce projet ont permis de démarrer la production des plants des espèces les plus consommées et plus encore du Ndongdong et du bitta cola. Ces espèces ont été choisies au cours d'un atelier d'identification et de priorisation des espèces d'arbres à haute valeur économique et nutritionnelle à domestiquer en vue de réduire la pression anthropique sur la forêt. Cinq cent cinq (505) plants de 5 espèces ont été produits par les pépiniéristes et devront servir de matériel végétal pour la production végétative en masse des plants.

Nous avons accordé des facilités aux paysans producteurs des plantes médicinales pour promouvoir leurs produits à l'occasion du Forum des ONG du Nord-Ouest et des journées de la femme, de l'alimentation et de la femme rurale. A ces quatre occasions, les paysan(ne)s de ATWID, de Ngondzen et de Silent Prayer Garden Group ont fait la promotion des produits de leurs jardins auprès d'environ 550 personnes dont 75 femmes. A ces mêmes occasions, ils ont pu vendre 83 sachets de tisane pour une valeur d'environ Fcfa 75000. Cet apport financier a été, d'après les déclarations faites par les bénéficiaires lors des visites de suivi, investi dans l'aménagement des jardins ou à l'achat des anti-rétroviraux pour 74 membres du groupe atteints de VIH/SIDA. La session de formation a permis de renforcer les capacités de 30 nouvelles personnes dont 65 % de femmes sur la culture et le conditionnement des plantes médicinales. Douze (12) des 30 personnes formées ont créé chacune un jardin de plantes médicinales. Un appui leur a été donné et leur a permis de construire un séchoir communautaire pour le conditionnement des produits de leurs jardins. D'autres appuis constitués de sachets en polyéthylène, de plants, de semences, de brouettes, des pelles, d'arrosoirs et de

Dans le Nord-Ouest, nous avons organisé dans le cadre de la vulgarisation des techniques de production de plants d'arbres, deux sessions de formation, des appuis/conseils et matériels aux pépiniéristes des localités de Gunefo, de Tudig, de Teze, de Ngondzen, de Dzeng et de Fundong et suivi les activités dans les pépinières villageoises, ce qui a permis de lancer la production des plants dans 7 pépinières. Ces appuis ont été précédés par une identification participative des besoins réels dans les différentes pépinières. Afin d'assurer la durabilité des activités et pour susciter une émulation entre les pépinières, un protocole de collaboration a été initié et signé avec les pépiniéristes de Tezé, de Ngondzen et de Dzeng.

Les deux sessions de formations organisées au bénéfice des pépiniéristes de Mbuandoboh et de Tézé ont permis de renforcer leurs capacités sur les techniques de production des plants d'arbres, l'organisation du travail de groupe en pépinière, le transport des plants, la récolte et la conservation des semences et sur les techniques de fabrication des pots à base des matériaux locaux. Dans les deux localités, 21 personnes dont 5 femmes ont été formées et des appuis en petits matériels de base leur ont été apportés. Grâce à ces appuis et aux semences récoltées, deux pépinières communautaires y ont été créées. Mille huit cents (1 800) plants dont 1 000 à Mbuandoboh et 800 à Tezé y sont en cours de production. Ces plants sont constitués de *Prunus africana*, *Grevilia*, *Erythrina*, *Vites* sp, *Calliandra* et arbres fruitiers. D'après les pépiniéristes, ces espèces ont été choisies en raison de leur valeur économique ou thérapeutique ou en raison de leur capacité à protéger les zones de captage d'eau.

Les appuis (sachets, arrosoirs, brouettes, machettes, pelles et semences d'arbres fruitiers) apportés aux autres pépiniéristes leur ont permis de produire près de 9 200 plants. Les pépiniéristes du groupe GUNEFO et d'AGRIFACIG ont en outre reçu un appui pour la construction de 2 propagateurs pour la multiplication végétative des arbres fruitiers. Compte tenu de la demande en plants de plus en plus croissante, les capacités de 4 pépinières de GUNEFO TUDIG ont été augmentées respectivement de 1 500 et de 2 000 plants. Les groupes AGRIFACIG et Tudig ont, grâce à la vente d'une partie de leur production, généré des revenus de l'ordre de 460.000 Fcfa. Ces revenus ont été utilisés pour renforcer le capital des pépinières et accroître le fonds rotatif pour le financement des activités agricoles. Par ailleurs, un contrat de production de 1000 plants de *Prunus* et 500 plants de palmiers à huile a été signé entre le groupe Tudig et l'école publique de Tudig pour un coût total de 300.000 Fcfa. En somme, environ 40 personnes dont 16 femmes tous membres des groupes d'initiatives communes ont bénéficié des appuis et des revenus générés par les pépinières.

A l'occasion des activités marquant la Journée Mondiale de l'Environnement, deux grandes campagnes de plantation des arbres ont été organisées tour à tour dans les localités de Ngondzen et Dzeng. Ces manifestations ont regroupé près de 200 personnes dont 92 femmes et environ 42 jeunes et plusieurs autorités administratives. Trois mille neuf cents (3 900) arbres ont été plantés pendant ces campagnes. Afin de protéger les arbres plantés contre les animaux et les feux de brousse, un pare-feu vivant constitué d'*Erythrina abyssinica* a été installé.

Nous avons organisé une session de formation à Mbuandoboh sur la gestion intégrée des forêts communautaires au profit de 31 personnes dont 11 femmes. Entre

autres sujets traités, on peut citer la procédure d'obtention d'une forêt communautaire, le rôle du comité de gestion, la gestion des pâturages en lien avec la protection des forêts, les aspects de la loi forestière relatifs aux forêts communautaires. Venu(e)s de Mbuandoboh, d'Olurunti et de Babanki, les participant(e)s étaient constitué(e)s de potentiels membres de comité de gestion de forêt communautaire, des membres du comité de gestion de la forêt communautaire en exercice et des propriétaires de forêts artificielles de *Pygeum africana*. A la suite de cette session, des ateliers de planification ont permis d'accorder des appuis techniques aux communautés d'Olurunti et de Mbuandoboh pour l'élaboration du plan de gestion de leurs forêts communautaires respectives. Dans la même lancée, nous avons accompagné les participants à la formation venus de Babanki pour l'élaboration d'un plan de gestion durable de leurs forêts artificielles de *Pygeum* avec pour principales articulations, la sensibilisation des riverains sur l'impact des feux de brousse sur la forêt, la production des plants, la plantation et l'entretien des arbres, la matérialisation des limites de la forêt et des ateliers périodiques d'évaluation des actions menées.

### Initiatives de reboisement

Dans le cadre de l'appui aux initiatives de reboisement, nous avons organisé une session de formation sur la gestion des feux de brousse à Bamenyam au profit des membres de 7 groupes d'initiatives communes. Les thèmes abordés comprenaient l'importance



Reboisement au Monastère de Babété

et la réalisation des pare-feux, les techniques d'entretien des arbres plantés et les feux précoces. Nous avons appuyé nos partenaires dans les activités de plantation d'arbres. Comme résultats, onze mille neuf cent (11 900) arbres ont été plantés dont le *Podocarpus* sp, le safoutier, le *Calisternum* sp, le *Gmelina* arboréa, le Cyprès, le pin, le Djansang, *Erythrina* sp, *Moringa* oléifera avec pour objectif de restaurer une forêt sacrée, d'améliorer la production du miel à travers l'introduction des espèces mellifères, de permettre aux Sœurs du Monastère Saint Benoît de Babeté de produire des huiles essentielles, de créer des bandes anti-érosives et de diversifier les espèces médicinales cultivées par les paysans. Au total, une superficie d'environ 9 ha a été

projet. Les appuis techniques apportés à la fois par le personnel du CIPCRE et les AVZ ont permis à ces bénéficiaires de réaliser une production d'environ 5,3 tonnes de semences de maïs.

L'accompagnement de l'*Union Madzong La'azizi* a abouti à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un projet de production d'oignons à base de fertilisants organiques qui a bénéficié à 67 membres dont 57 femmes. Pour montrer leur engagement dans le projet, un apport propre représentant les 30 % du coût total du projet a été mobilisé par tous les membres. Les appuis que nous leur avons apportés étaient constitués de semences d'oignons, de fientes de poule et de compost. Au total, 620 paysan(ne)s en ont bénéficié et ont pu produire environ 8,5 tonnes d'oignons, soit en moyenne 130 kg d'oignons par personne. Au-delà de ces rendements satisfaisants, les populations ont pu se rendre compte que l'oignon est une culture qui peut se pratiquer à Bangang.

Dans le Nord-Ouest du Cameroun, nous avons réalisé un état des lieux des techniques de fertilisation organique et de lutte anti-érosive, organisé une séance de sensibilisation sur les techniques de fertilisation des sols par parage nocturne des bœufs dans la localité de Wum et une session de formation sur les techniques de mise en place et de gestion des parcelles de "*Night Paddock Manuring Farming System*". Des appuis pour l'installation des parcelles ont ensuite été accordés aux paysan(ne)s formé(e)s qui ont aussi bénéficié d'un accompagnement dans les négociations des bœufs auprès des éleveurs. Nous avons enfin encadré un étudiant stagiaire de la Haute Ecole Suisse d'Agronomie dans la perspective de produire une brochure sur la technique de Night Paddock.

A la fin de l'année, 65 nouvelles personnes dont 23 femmes, 15 éleveurs Mbororos et 27 agriculteurs ont été sensibilisées sur les avantages socioéconomiques et environnementaux qu'offre la pratique de la technique de Night paddock dans la région de Wum. A l'issue de cette sensibilisation, nous avons organisé une session de formation qui a permis de renforcer les capacités de 36 paysans de Wum dont 14 femmes sur les techniques d'installation et de gestion des parcelles de "*Night Paddock Manuring Farming System*". Les participants à cette formation ont été sélectionnés dans 7 groupes d'initiatives communes dont 4 groupes d'agriculteurs et 3 groupes d'éleveurs.

Les visites de suivi ont permis de noter que suite à l'atelier de formation, une entente a été conclue entre le groupe d'éleveurs "*Longara Mix Farming Group*" et le groupe de producteurs des produits maraîchers "*Plan With God Farming Group*". Elle permet aujourd'hui à 31 agriculteurs de Wum dont 17 femmes de pratiquer le "*Night Paddock Manuring Farming System*" sur une superficie estimée à 3 hectares.

### Techniques de lutte anti-érosive

Dans le cadre de la vulgarisation des techniques de lutte anti-érosive, nous avons organisé un atelier de réflexion sur les stratégies et la planification de la mise en place des bandes contre l'érosion sur la colline de Junefong au profit de 35 personnes dont 23 femmes. Une visite de terrain avec tous les participants a permis d'observer deux parcelles sur lesquelles des

bandes anti-érosives ont été installées et de nous rendre compte de l'efficacité de cette pratique sur la rétention des terres et la fertilité des sols. A la suite de cette visite, 13 personnes se sont engagées à mettre en place des plantes améliorantes, notamment le Calliandra, sur une superficie d'environ 2 000 m<sup>2</sup>. Afin de satisfaire leur besoin en plants, un des participants a mis gracieusement une parcelle de plus de 400 m<sup>2</sup> pour la création d'une pépinière. Une commission a été aussitôt mise en place pour la production des plants.

Les appuis techniques et matériels apportés aux initiatives paysannes ont permis de planter 2 000 plants de Calliandra sur des bandes anti-érosives à Bamendjing. Dans la même localité, une pépinière d'une capacité d'environ 60 000 plants a été créée et au stade actuel, 20 000 plants y sont en production. Les appuis et les visites de suivi réalisés dans les 4 autres pépinières d'espèces agroforestières ont permis de mettre en production 22 200 plants dans les pépinières de Bamendjing, de Bansa, de Bangang et de Bahouan. Les appuis apportés à 15 membres du groupe des maraîchers de Bansa leur ont permis de mettre en place des bandes anti-érosives sur une superficie de 6 000 m<sup>2</sup> pour un total de 7 500 plants de Calliandra plantés. Grâce à la formation organisée au bénéfice du *GIC PRONAPM*, 28 personnes dont 14 femmes ont vu leurs capacités renforcées en techniques de lutte contre l'érosion des terres agricoles, de mise en place et de gestion des bandes anti-érosives.

Dans le Nord-Ouest, nous avons organisé une visite d'échange qui a permis à 22 nouvelles personnes dont 10 femmes membres de trois groupes d'initiatives communes de Wum de partager leurs expériences dans le domaine du contrôle de l'érosion. Les groupes concernés comprenaient un groupe des éleveurs Fulanis, un groupe de jeunes maraîchers et un groupe d'agriculteurs respectivement dénommés *Longara Fulanis Men Mix Farming Group*, *Plan with God Farming Group* et *Bawum Mix Farming Group*. Au cours de cette visite organisée pour répondre à une préoccupation exprimée par les nouvelles personnes ayant adopté le *Night Paddock Manuring Farming System* et qui, à cause du relief et du compactage du sol par les bœufs, éprouvent des difficultés à contrôler le transport des terres arables par les eaux de ruissellement, les participant(e)s ont eu l'opportunité de découvrir une innovation développée par un paysan de la localité de Wum: l'association aux bandes anti-érosives constituées d'herbacées, d'une haie vive de Gmelina arboréa autour de la parcelle en exploitation. Un appui matériel constitué d'environ 500 bottes de Vétivers et 1500 plants d'arbres de ficus sp et de Gmelina arborea a été apporté aux trois groupes d'initiatives communes bénéficiaires et leur a permis de démarrer la mise en place des parcelles de démonstration de lutte contre l'érosion dans leurs localités respectives.

Les visites de suivi réalisées avec la collaboration de la délégation du MINADER de Wum nous ont permis de constater que 19 personnes dont 10 femmes sur les 22 ayant participé à la visite d'échange ont commencé à pratiquer les techniques combinées de haies vives et de bande anti-érosive dans leur exploitation pour la lutte contre l'érosion. Parmi elles, on dénombre 15 agriculteurs et 4 éleveurs. Des arbres ont été plantés par les éleveurs du groupe *Longara Fulanis Men Mix Farming Group* avec pour objectif de protéger leur

rencontrent dans leur fonctionnement quotidien, d'identifier des approches de solutions à ces problèmes et de mettre en place un outil de capitalisation des activités. Enfin, ces ateliers ont été l'occasion de faire le bilan des activités réalisées au cours de l'année et d'entamer la réflexion sur les conséquences de l'installation de la société HYSACAM sur les activités de compostage des ordures ménagères.

### Protaiage-Bénin

Dans le cadre de la Promotion des Techniques Artisanales Intégrées à la Gestion de l'Environnement au Bénin (Protaiage-Bénin), nous avons renforcé les capacités de la gérante de la Boutique Centrale dénommée "Galerie de la Capitale". Pour ce faire, une formation de trois jours a été organisée. Conduite par deux personnes ressources du Centre de Promotion de l'Artisanat (CPA) à Cotonou, la formation a porté sur : les techniques de marketing sur les principaux produits mis en vente dans la boutique ; les techniques de vente et de négociation de prix ; la tenue des outils de gestion mis en place ou à mettre en place et les attitudes les plus attrayantes pour accroître les recettes de la Boutique.



*Quelques objets des artisans Béninois*

De même, les membres du Comité de Gestion de la Boutique (CoGeB) ont reçu une formation d'une demi-journée animée par nous-mêmes et destinée à les rendre capables d'évaluer l'importance du CoGeB ; de distinguer les rôles des principaux postes au sein du CoGeB ; d'utiliser quelques techniques et outils pour l'exercice des fonctions aux principaux postes et de mieux comprendre et /ou contrôler la tenue des outils de gestion en place ou à mettre en place au niveau de la boutique.

Un mini plan de publicité a été élaboré sous les conseils d'une personne-ressource de l'agence de communication GRIFFURE. Ce plan comprend : la confection et la pose de plaques aux points stratégiques de Porto-Novvo ; la réalisation et la diffusion de spot radio et le passage sur l'émission "Dimanche-dimanche" de la télévision nationale (ORTB). Mais la mise en œuvre de ce plan a été hypothéquée par le faible approvisionnement de la boutique au cours de l'année.

Le suivi de la gestion de la boutique s'est traduit par l'équipement en mobilier et étagères, l'appui à l'organisation des réunions des différents organes

(Assemblée Générale des producteurs et fonctionnement du CoGeB), l'interpellation des producteurs et l'appui financier pour assurer l'approvisionnement régulier de la Boutique. Le mécanisme retenu par les artisans pour faciliter l'approvisionnement est le suivant : les produits qui s'écoulent fréquemment sont identifiés ; les producteurs sont encouragés à en fabriquer régulièrement à travers le paiement des 50% de la valeur de toute livraison faite à la boutique, le solde étant réglé après épuisement du stock. Par ailleurs, les artisans ont émis des souhaits que la commission de 15% sur le produit de la vente soit revue à la baisse pour ne pas être une source de démotivation de certains producteurs ayant adhéré à la boutique. C'est pourquoi, dans le souci de couvrir les charges de fonctionnement, les artisans ont retenu d'annexer à la boutique des activités accessoires pouvant générer de revenus ; déjà il est installé une cabine téléphonique.

Les bases et les outils d'une gestion performante de la boutique centrale se mettent en place progressivement : le règlement intérieur est formalisé ; chaque membre du CoGeB a une plus grande compréhension de ses tâches ; des outils simples sont mis en place pour les postes de président, secrétaire, trésorier, organisateur et commissaire aux comptes ; la gérante a acquis de nouvelles capacités en matière de : techniques de vente et de négociation des prix, tenue ou utilisation des outils de gestion mis en place. Au cours de la période de référence, le nombre de visites enregistrées au niveau de la boutique est en moyenne de 18 personnes par jour. Même si la recette moyenne de 1 835 FCFA par jour n'est pas encore à la hauteur des attentes, il faut signaler que certains artisans dont les produits sont promus au niveau de la boutique reçoivent directement dans leurs ateliers des acheteurs.

### Education écologique et suivi

Après avoir établi la liste des apprentis des deux promotions d'éducation écologique (2004 et 2005), nous avons procédé à la vérification de la présence desdits apprentis au niveau des ateliers, à leur répartition en 5 groupes, à l'élaboration de la fiche technique, à l'information des patrons et à la tenue des sessions de formation. Des visites de terrain ont été organisées pour le suivi et la capitalisation des réinvestissements chez 84 apprentis de la 1ère et de la 2ème promotion (interview, photographie des parterres réalisés, photocopie des carnets de vaccination). Comme ce fut le cas en 2005 pour la 1ère promotion, une opération s'est déroulée et a permis de récompenser les apprenants de la 2ème promotion. Suite à l'évaluation qui a porté d'une part sur le taux de participation aux cours, les enseignements retenus et les réinvestissements déjà faits et d'autre part sur les réinvestissements en perspective, les meilleurs apprenants ont été identifiés et encouragés, au cours d'une séance publique, avec des tenues de travail.

### Fonte du plomb

Certains artisans ont mis en place une certaine technique de récupération des batteries pour en fondre les éléments à base de plomb et sortir des produits utilisés par les pêcheurs pour lester leurs filets au fond des eaux. Nos visites d'ateliers et séances de travail avec les concernés ont permis de relever les faiblesses de la technique actuelle. Ces faiblesses ont pour noms : la

## Economie du bois-énergie

Afin de préserver les puits de carbone, nous avons retenu 8 localités représentant 5 départements sur les 8 que compte la province de l'Ouest pour l'expérimentation des foyers. Dans chacune des localités, une rencontre de sélection des expérimentatrices a été organisée et a connu la participation de toutes les femmes qui ont répondu favorablement à l'appel à manifestation lancé à travers les émissions radios sur les changements climatiques, les associations, les Agents de Vulgarisation de Zone du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, les Volontaires du Corps de la Paix Américain et les autorités traditionnelles. L'identification des expérimentatrices était basée sur un choix consensuel exprimé par les participants aux rencontres de sélection et prenait en compte : la capacité de l'expérimentatrice à remplir les fiches de suivi, son aptitude à partager son expérience avec son voisinage et l'accessibilité de son domicile.

L'identification des prototypes de foyers améliorés à expérimenter a été faite en deux étapes : la première étape a consisté à organiser une rencontre de réflexion avec les expérimentatrices identifiées au cours de laquelle les expérimentatrices ont, sur la base des habitudes culinaires, des difficultés qu'elles éprouvent à acquérir le bois de feu et des contraintes liées à la gestion de l'espace disponible dans leurs cuisines, décrit deux types de foyers améliorés à expérimenter ; la deuxième étape a consisté à identifier des artisans qui ont fabriqué des échantillons qui ont été testés dans quelques ménages. C'est à la suite des conclusions positives de ce test que les services de deux groupes d'artisans ont été sollicités pour la fabrication et l'installation des foyers améliorés dans les ménages expérimentateurs. Au total, 200 foyers améliorés dont 100 foyers fixes et 100 foyers mobiles ont été fabriqués et installés dans les ménages. La répartition des types de foyers dans les ménages a été fonction des besoins exprimés par les bénéficiaires et du



Foyer amélioré fixe

degré d'intérêt que chacune d'elle a accordé au projet. A titre d'illustration, ces bénéficiaires ont mobilisé une somme de 303 000 FCFA, ce qui représente environ 35,70 % du coût total des 200 foyers fabriqués. La contribution était de 2 000 FCFA pour les ménages des zones urbaines et de 1 000 FCFA pour ceux des zones rurales.

Après l'installation des foyers dans les ménages, des sessions de formation ont été organisées dans les 8

sites au bénéfice des expérimentatrices et ont porté sur : l'importance des foyers améliorés comme stratégie de réduction de temps de travail et de dépenses d'argent liées à l'utilisation du bois de feu ; l'utilisation rationnelle des foyers ; le remplissage des fiches de suivi ; la périodicité de collecte des données.



Sensibilisation sur les bienfaits du calliandra

Au cours des premières visites de suivi et sous réserve des données statistiques dont la collecte est en cours, les témoignages des expérimentatrices concourent à attester que les deux types de foyers favorisent une cuisson rapide des aliments, qu'ils contribuent à réduire les dépenses liées à l'acquisition du bois de feu, qu'ils conservent la chaleur pendant un temps relativement long et qu'ils protègent les expérimentatrices contre la chaleur et les flammes.

En plus de ces témoignages, nos visites de suivi nous ont permis de constater que deux groupes d'artisans ont renforcé leurs capacités en techniques de construction des foyers améliorés et ont généré des revenus additionnels par la vente de 50 foyers améliorés en plus des 200 construits pour le projet. De plus, les ménages expérimentateurs ont dénombré en moins de deux mois d'expérimentation, plus 455 nouveaux ménages qui désirent acquérir un foyer ou les types de foyers améliorés.

## Séances de sensibilisation

Nous avons organisé 16 séances de sensibilisation sur les risques et les conséquences des changements climatiques et sur l'urgence pour les populations d'adopter des attitudes qui favorisent la réduction des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Trois (3) groupes religieux, cinq (5) groupes de femmes, dix (10) groupes d'initiatives communes, deux (2) unions paysannes et un (1) comité de développement ont bénéficié des séances de sensibilisations dans les villes de Bafoussam, Mbouda et Foumban et dans 13 villages dont Bandjoun, Bangang, Bangou, Bati, Foto, Balessing, Foubot, Galim, Bandrefam, Bayangam, Kiénéghang, Bamendjing, Bamougoum. Au total, 896 personnes dont 74% de femmes, ont été sensibilisées sur les risques et les conséquences des changements climatiques ainsi que sur les mesures à prendre au niveau local pour en réduire les causes.

Dans les localités de Bangou, Mbouda, Foumban, Bafoussam, Foto, Bandrefam, Bayangam et Bandjoun qui ont été identifiés lors des études de base comme des zones de forte pression sur les arbres, nous avons mis un accent sur la promotion des foyers améliorés comme stratégie de réduction de la consommation du bois et de protection de puits de carbone. Par contre, dans les localités de Bati, Balessing, Foubot, Bamougoum, Kiénéghang, Bamendjing et Galim où la pression agricole a entraîné la disparition du couvert forestier, la baisse drastique de la fertilité des sols et où la tendance est la généralisation de l'utilisation des engrais de synthèse, une attention particulière a été accordée à l'importance du reboisement, à la promotion du compost, aux techniques agroforestières et aux techniques de lutte anti-érosive comme alternative à l'amélioration du carbone du sol et comme source revenu pour les agriculteurs. ■

(54 %) et la tricherie (51 %). Ces résultats couplés à ceux obtenus lors des deux ateliers de réflexion nous permettront de bâtir des stratégies d'interventions et un plan d'action sur les questions de citoyenneté en milieu jeune pour les années à venir.

### Edition et diffusion du journal Eco-Jeunes

En vue de réaliser les numéros 18 du journal Eco-jeunes sur le bilan de la première phase de l'opération Contrat-Vert et 19 sur l'état des lieux de l'écologie et de la citoyenneté dans les établissements scolaires, nous avons accompagné les élèves des lycées et collèges dans la production des articles et photos. Quatre vingt un (81) articles ont été rédigés par les garçons et 38 articles par les filles. A l'occasion des rencontres du comité de rédaction, les articles les plus intéressants ont été sélectionnés et réécrits. Les élèves caricaturistes se sont chargés de transformer ces articles du N° 18 en bande dessinée afin de rendre ce numéro plus attrayant et plus accessible à leurs camarades. Les articles ont été rédigés par les élèves des classes de 4ème et 3ème, ce qui nous rassure par rapport à la relève. Au total, 2 000 exemplaires de ces 2 numéros ont été produits. Pour éditer Eco-jeunes, nous avons formé les jeunes en rédaction journalistique en vue de garantir la régularité et la qualité des articles. La session de formation a connu la participation de 24 élèves dont 50 % de filles venus de 12 établissements scolaires de la Province de l'Ouest. A l'issue de cet atelier, un nouveau comité de rédaction du journal Eco-Jeunes a été mis en place. Il compte 12 membres dont 5 filles.

Pour faciliter la diffusion du numéro 18 auprès des élèves, 500 exemplaires ont été mis à la disposition de 10 chefs d'établissements partenaires. 150 autres exemplaires ont été remis aux délégations provinciales des enseignements secondaires et de l'éducation de base pour soutenir leurs stratégies de sensibilisation



Les rédacteurs d'Ecojeunes en conférence de rédaction

pour la prise en compte de l'ERE dans les lycées, les collèges et les écoles qui ne sont pas partenaires du CIPCIRE. A l'occasion de l'émission publique villageoise organisée par la CECOM, près de 50 exemplaires des numéros 16 et 17 qui portent respectivement sur les changements climatiques et les plantes médicinales ont été distribués sous forme de prix aux gagnants des jeux concours organisés pour la circonstance. Un appui de 58 exemplaires du numéro 18 a été apporté à Radio Batcham pour primer les gagnants d'un jeu concours organisé par cette station qui par ailleurs, a fait un large écho de nos activités auprès de son auditoire.

### Atelier de lancement officiel du Contrat Vert deuxième génération

Dans le droit fil du nouveau Contrat Vert, un atelier a été organisé avec pour objectif d'harmoniser la compréhension de tous les acteurs sur les objectifs, les stratégies et les résultats attendus de cette opération. Co-présidé par le Directeur Général du CIPCIRE et le Délégué Provincial des Enseignements Secondaires, cet atelier a connu la participation de 21 responsables de l'Enseignement Secondaire dont 10 Provisseurs des Lycées, 8 Délégués Départementaux et 3 Cadres de la Délégation Provinciale. Lors de cette rencontre, le document d'intervention a été présenté aux participants qui l'ont validé après y avoir apporté des amendements. Ledit document définit les objectifs, les résultats et les stratégies à mettre en œuvre ainsi que les responsabilités des différentes parties prenantes de l'Opération Contrat-Vert. L'atelier s'est achevé par l'élaboration participative d'un plan d'action pour le compte de l'année scolaire 2006-2007.



Atelier de lancement du Contrat Vert deuxième génération



*Photo d'ensemble à l'issue de la formation sur le Nouveau Code de Procédure Pénale au Cameroun*

### Formation des jeunes

Trois sessions de formation ont été organisées au profit de 113 jeunes. La première a regroupé 38 leaders dont 12 femmes d'associations des jeunes sur le thème Les libertés individuelles et le droit de la défense dans le nouveau Code de Procédure Pénale du Cameroun. Les deux autres ont été organisées au profit de 75 jeunes des paroisses catholiques et protestantes sur des thèmes relatifs aux fléaux sociaux identifiés lors des ateliers de réflexion. Ces sessions de formation qui se sont déroulées au Collège Saint Thomas et au Lycée Technique de Bafoussam, ont été réalisées avec la collaboration respective des Sœurs de la Sainte Famille et de la Ligue pour la Lecture de la Bible. La première session a connu la participation de 25 jeunes filles issues de 15 paroisses de l'Eglise Catholique et la deuxième la participation de 50 jeunes filles et garçons.

### Appui et suivi des micro-projets scolaires

Nous avons apporté un appui en bacs à ordures à l'ITA (Institut Technique Assomption) de Bafoussam, pour l'assainissement du campus scolaire. Quatre (4) autres projets ont été appuyés au COREA et au Collège Uni d'Elat d'Ebolowa, au lycée de Bamena et au lycée

de Bahouan. Ces projets ont permis la création des ceintures vertes, des parcelles de Calliandra pour l'apiculture et la lutte contre l'érosion. Au total, près de 4450 arbres constitués de Pinus, de Cyprès, de Calliandra, et de Terminalia ont été plantés dans les cinq établissements. Cinquante (50) kilogrammes de gazon y ont été plantés pour l'aménagement des parterres. A l'Ecole Pilote de Banengo, des latrines pour enseignants et élèves ont été construites.

La réalisation des microprojets a suscité un grand intérêt pour les bénéficiaires et la participation de près de 1400 élèves dont 40% de filles. La grande innovation a été observée au COREA et au Collège Uni d'Elat d'Ebolowa où chaque arbre planté a été confié à un élève qui devra en assurer l'entretien et la protection pendant tout son séjour dans le collège. En marge de ces appuis, nous avons réalisé des visites de suivi qui nous ont permis de juger de l'état d'avancement des projets en cours. D'une manière générale, le taux de réussite des plants d'arbres apportés en appui est estimé à 80 %. D'après les enseignants et les élèves chargés du suivi des espaces à reboiser, les pertes sont essentiellement dues à l'érosion causée par les torrents et aux piétinements par les jeunes élèves et les riverains des établissements scolaires. Un appui de 400 plants supplémentaires a été apporté aux établissements les plus touchés par les pertes pour le remplacement des plants morts.

Au Bénin, un document de synthèse de l'initiative PAMES a été conçu pour mieux informer / sensibiliser les responsables ministériels et notamment le ministère des Enseignements Primaire et Secondaire. Le répertoire des normes et caractéristiques des infrastructures scolaires a été multiplié et mis à la disposition des établissements qui en ont fait la demande.

Un appui a été accordé au CEG de Sèmè-Podji pour la mise en œuvre de son PAMES. Cet établissement a réalisé et entretenu un espace vert de 10m de large sur 35,26m de long soit 352,6 m<sup>2</sup> de surface et un parterre de fleurs de 1m de large sur 35,26m de long, soit 35,26m<sup>2</sup> de surface. Par ailleurs, un module de 6 classes et le démarrage de la clôture sont en cours d'achèvement (par le collectif des villages de l'arrondissement). Quatre autres appuis ont été accordés pour l'aménagement et/ou la gestion des espaces scolaires et



*Une vue du Lycée de Bafang*

# PLAIDOYER FOI ET ACTION SOCIALE



*Dans notre démarche de transformation sociale, nous mettons en œuvre des actions de nature non-violente en vue d'empêcher que certaines pratiques sociales ne dégèrent, qu'elles ne libèrent leur potentiel de violence et ne compromettent la vie commune. Notre croisade contre la perversion de la dot, la déshumanisation des rites de veuvage, la prostitution infantile et d'autres problèmes sociaux auxquels les fidèles de nos paroisses sont confrontés, s'inscrit dans ces actions que nous menons en amont afin d'agir sur les causes profondes de ces fléaux. L'année de référence a été riche de telles actions au Cameroun aussi bien qu'au Bénin.*

Otre action phare contre les fléaux sociaux, à savoir la Campagne Semaines Pascales a été précédée par une phase préparatoire ponctuée par la production de 100 000 prospectus format A5, 10 000 affiches format A2, 5 000 tricots, 5 000 casquettes, 15 banderoles et 10 pancartes sur les problèmes relatifs à la dot, aux rites de veuvage et à l'exploitation sexuelle des jeunes.

Au Bénin, les préparatifs de la Campagne Semaines Pascales 2006 sur le thème "**La culture de la non violence**" se sont déclinés en 4 temps : la mise en place d'un comité d'organisation composé de dix-sept (17) membres, à savoir un président, un vice-président, un rapporteur, trois (03) conseillers et onze (11) organisateurs représentant chacun une église partenaire ; la structuration du comité en 4 sous-comités (Outils bibliques, Outils juridiques et socio-économiques, Organisation des formations, Coordination et suivi évaluation des activités) ; l'élaboration des TdR de la formation des correspondant(e)s sur le thème de la CSP et l'élaboration d'un guide d'animation à l'usage des correspondant(e)s. Le fait d'avoir pourvu tous les postes d'organisateur uniquement par les correspondants de chaque église a suscité l'implication de toutes les églises partenaires dans les préparatifs de la CSP.

## Formation des membres du COS

Du 12 au 17 mars, nous avons organisé à Yaoundé une session de formation au profit de 40 membres des Comités Locaux d'Organisation (CLO) des Campagnes Semaines Pascales (CSP), à la nouvelle vision, aux nouvelles stratégies, aux nouveaux engagements et aux nouvelles dynamiques d'action des Campagnes Semaines Pascales (CSP). Le premier temps fort de la semaine de formation de Nkolbisson a été la séance consacrée aux enjeux de la transformation sociale. Dans cette perspective, M. Souleyman Bouba, Secrétaire Général du Conseil National Islamique du Cameroun, a présenté ce que l'Islam et le Coran peuvent apporter comme valeurs essentielles de lutte contre la violence dans notre société. De son côté, le Professeur Kä Mana a présenté les stratégies de Jésus pour transformer la société et pour lutter efficacement contre la violence. Il a également présenté la sagesse et la religion traditionnelle africaine comme les strates les plus profondes dans laquelle l'Islam et le Christianisme

devront puiser une énergie vitale pour changer l'Afrique. Le deuxième temps fort a été la transformation des Comités Locaux d'Organisation (CLO) en Comité d'Orientation et de Suivi (COS) des Campagnes Semaines Pascales, avec pour perspectives l'élargissement de leurs actions vers les milieux ruraux, vers des ancrages de changement social visibles dans les actions de vaste ampleur et vers une action permanente ancrée sur le terrain local.

## Etudes diagnostiques

Pour mieux comprendre les problèmes que posent aujourd'hui les pratiques de la dot et du veuvage, afin de mieux organiser la lutte, nous avons commandé des études auprès d'un cabinet spécialisé. Ces études ont été effectuées dans 5 provinces du Cameroun : Ouest, Sud, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord. Les rapports desdites études sont disponibles.

## Formation des responsables et des mouvements religieux

Dans la dynamique de la Campagne Semaines Pascales, 21 sessions de formation ont été organisées dans les villes de Bamenda, Ebolowa, Bafoussam, Maroua, Yaoundé, Douala, Mokolo et Bertoua sur la prostitution infantile, la perversion de la dot et la déshumanisation des rites de veuvage au profit de 1 417 personnes dont 675 femmes et 352 responsables des associations des Jeunes Catholiques et Protestants, des mouvements des femmes chrétiennes et musulmanes et des jeunes musulmans.

Pendant les différents ateliers, les apprenant(e)s ont été amenés à faire un état des lieux de ce qui se vit réellement et des réflexions de fond sur ce que l'Islam, le christianisme et la sagesse ancestrale peuvent apporter comme contribution féconde à la lutte contre l'exploitation sexuelle des jeunes et les mauvaises pratiques de la dot et du veuvage. Ils ont été également amenés à redécouvrir le sens authentique de la dot comme lieu d'union et de communion entre les familles dans la vision traditionnelle du monde et à intégrer la signification profonde des rites de veuvage comme moment de triomphe de la vie sur la mort et dynamique de victoire de l'énergie familiale d'amour et de cohésion sur les forces de la douleur et du désespoir. Dans le

tion infantile. Il a aussi organisé un match de football et une kermesse lors de la Journée de l'Enfant Africain. Enfin, il a diffusé le rapport du forum des chefs traditionnels et organisé au Centre Jean Paul II d'Ebolowa, un séminaire de sensibilisation, de formation et de réflexion au bénéfice de 38 autorités administratives et leaders des communautés religieuses de la ville sur les thématiques abordées pendant la campagne.

Compte tenu des demandes enregistrées pendant ses interventions sur le terrain, le COS d'Ebolowa ambitionne de créer un Centre d'écoute des jeunes et des femmes victimes des abus liés à la dot, au veuvage et à la prostitution. Un local de deux pièces a été choisi pour ce projet et les travaux de réfection et d'équipement sont achevés. Ce local est aujourd'hui équipé de petits matériels de bureau et d'un ordinateur.

Au Bénin, au niveau de chacun des 11 temples des églises partenaires, des restitutions ont été organisées par les correspondant(e)s ayant participé à la formation de juillet sur la culture de la non violence. Cependant, à partir du Guide d'Animation élaboré en juin, 4 temples ont mené des activités de sensibilisation des fidèles sur la culture de la non violence. Notre intervention aux côtés des correspondant(e)s a consisté en l'appui à l'élaboration des programmes et la supervision des activités. Cette activité qui s'est déroulée de janvier à avril 2006, a consisté à prendre part aux activités du Comité de Planification Participative, à réaliser une collecte d'informations dans divers centres de documentation et au niveau des partenaires à la base. Cette collecte a donné suite à un atelier de bilan diagnostic, à l'analyse des résultats et à la conception du

## Université JPSC

Deux sessions JPSC ont été organisées au bénéfice des COS dans la ville de Mbalmayo et au Centre Climatique de Bandjoun et portaient sur le thème " *Non-violence et culture de la paix* ".

La première session animée, par le Professeur et philosophe français Jean Marie Muller, spécialiste de la non-violence, le Professeur Kä Mana et l'Imam Moussa Chamoun avait pour objectif spécifique, de donner aux 38 participant(e)s dont 12 femmes des connaissances et outils de base pour développer des stratégies non violentes de lutte contre les fléaux soulevés par la Campagne Semaines Pascales. Cette session a porté sur les fondements et principes philosophiques de la non-violence ; la vision africaine, chrétienne et musulmane de la non-violence et les étapes d'une action non-violente. Cette session a été aussi l'occasion de faire une lecture critique avec la Présidente de l'Association de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes (ALVF), du projet de Code de la Famille élaboré mais mis en veilleuse depuis plus de 15 ans, et de commencer à réfléchir sur les stratégies possibles en vue de remettre en chantier ce document dont l'importance pour la promotion des droits de la personne et de la famille n'est plus à démontrer.

La deuxième session avait pour objectif d'évaluer les acquis de la première session et de poursuivre le renforcement des capacités des membres du réseau d'artisan(e)s de la Paix dans la perspective de construire des stratégies non-violentes de plaidoyer pour la



*Photo de famille au terme de la session de l'Université JPSC à Mbalmayo*

projet portant sur la promotion du dialogue Foi et Action sociale. A travers les actions menées au niveau de 4 paroisses, plus de 600 fidèles ont été sensibilisés sur la culture de la non violence.

femme au Cameroun. Animée par le Professeur Jean Marie Muller, les Pasteurs Jean Blaise Kenmogne et Kä Mana, elle a réuni 40 personnes dont 11 femmes. Les travaux ont été sanctionnés par l'élaboration par chaque COS d'un Plan d'Action pour l'année 2007.

ont permis d'enregistrer comme perspectives. Ils ont à chaque fois, restitué aux chefs traditionnels, les résultats de l'étude sur la dot et les rites de veuvage réalisés dans les tribus les plus importantes des Provinces de l'Adamaoua, du Nord, de l'Extrême-Nord, du Sud et de l'Ouest par le CIPCRE avec un financement de COR-DAID. Ils ont montré aux participants de ces forums comment, du point de vue des droits fondamentaux des femmes, les régions concernées étaient encore enfermées dans des mentalités et des comportements qui ne correspondaient ni aux institutions éthiques des traditions africaines, ni aux préceptes de la foi islamique, ni aux attentes essentielles de la foi chrétienne.

Les quatre forums ont permis de mobiliser et de sensibiliser 300 Chefs traditionnels, dont 45 à Bertoua, 162 à Ebolowa, 38 à Maroua et 55 à Mokolo. Dans toutes ces villes, ces chefs traditionnels ont compris que la situation présentée par les résultats de l'étude était une interpellation profonde qui exigeait de leur part des réponses énergiques.

### Célébration œcuménique

Pour clôturer le lancement de la Campagne Semaines Pascales, une célébration œcuménique a été organisée à Ebolowa. Présidée par Mgr Jean Mbarga, Evêque d'Ebolowa-Kribi et du Pasteur Jean-Emile Ngué, Secrétaire Général du Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun (CEPCA), cette célébration œcuménique a eu lieu le dimanche 26 février à la Cathédrale d'Ebolowa et a rassemblé près de 1 500 fidèles protestants et catholiques. Des chorales catholiques et protestantes ont animé ce moment chargé d'une forte émotion spirituelle. La présence de près de 200 Chefs Traditionnels du Sud et de l'Ouest, et d'une importante délégation musulmane à cette célébration a donné à la cérémonie un souffle spécial : celui de l'ouverture de l'œcuménisme et la dynamique inter-religieuse à la rencontre interculturelle.

### Conférences publiques

Dans l'objectif de sensibiliser le grand public sur la non-violence, une conférence a réuni à Bafoussam environ 350 personnes sur le thème : les religions face aux défis de la non-violence. Le conférencier, le Prof. Jean-Marie Muller, spécialiste de la non-violence, a trouvé les mots justes pour montrer que nous sommes à un moment de l'histoire où il faut réorienter radicalement la civilisation humaine et la féconder par la culture de la non-violence. Dans cette conversion de notre civilisation, les dynamiques religieuses ont un rôle capital à jouer. Pour cela, il faudrait d'abord faire une lecture non-violente des textes sacrés, ensuite désarmer Dieu dans nos esprits et dans nos cœurs.

Les cinq autres conférences étaient animées par Madame Amely James Koh Bela sur le thème : *"Crise sociale et trafic des filles africaines à des fins d'exploitation sexuelle"*. Elles se sont tenues successi-



*Amely James Koh Bela est félicitée au terme d'une conférence publique à Bafoussam*

vement dans la salle des conférences de la CAPLAMI de Bafoussam, la salle du Foyer des Femmes Njoh-Njoh de Douala, la grande salle des délibérations de la Commune Urbaine d'Ebolowa, la maison du Parti de Bertoua et au Cercle Municipal de Yaoundé et ont mobilisé un public d'environ 3 200 personnes.

Dans toutes les villes où elle est passée, Madame Koh Bela, assistée des Pasteurs Jean Blaise Kenmogne et Kâ Mana, a rendu compte de ce qu'elle sait et de ce qu'elle a récolté comme témoignages sur les circuits de la prostitution africaine en Europe au cours de 15 années d'enquêtes et de recherches. Dans chaque ville, la projection de deux documentaires a servi de point d'ancrage des interventions des conférenciers. Le premier documentaire a porté sur la prostitution africaine en Occident et le deuxième sur la pédophilie au Cameroun.

Partout, les échanges et les débats ont été introduits par le Pasteur Kâ Mana qui a saisi l'opportunité à lui offerte pour exprimer au public son point de vue sur la question de la prostitution dans ses significations les plus profondes à savoir qu'elle est la manifestation d'une crise sociale profonde. Les débats qui ont suivi les interventions des conférenciers et des modérateurs ont, dans chaque ville, traduit l'indignation du public et le souci de trouver des solutions d'urgence auprès non seulement de la population, mais des pouvoirs publics plusieurs fois indexés par les intervenants pour leur complicité et leur laxisme face au fléau.

### Défilé de sensibilisation

Nous avons saisi l'opportunité à nous offerte par la célébration de la fête nationale du 20 mai pour poursuivre la sensibilisation des populations de la ville de Bafoussam sur les problèmes soulevés par la Campagne Semaines Pascales. A cette occasion, 240 personnes, habillées des T-shirts et de casquettes

Bafoussam. La presse écrite et la presse en ligne ont également contribué à faire un large écho de la Campagne Semaines Pascales au niveau national et international. Parmi les chaînes de télévision qui nous ont accompagnés, on peut citer *STV, Equinoxe TV, Ariane TV, CANAL 2 et CRTV. Les radios Siantou, Batcham, Jeunesse, Vénus, Bonne Nouvelle, AFI, ABC, Reine, Equinoxe, Satellite FM, Sky Radio, TBC Radio, Magic FM* ont été de la partie. Les journaux *Cameroon Tribune, Le Messenger, Mutations, l'Anecdote, Le Popoli, The Herald et Dikalo* n'ont pas été en reste.

### Appui aux Commissions paroissiales JPSC

Nous avons apporté, des appuis financiers, matériels et techniques aux Commissions Paroissiales JPSC des Eglises membres du Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun (CEPCA) à l'Ouest pour l'organisation d'une Assemblée Générale, le renforcement des capacités de ses membres et la mise en œuvre des actions de plaidoyer. Ces appuis leur ont aussi permis de produire une fiche d'enquête, un dépliant et 2000 exemplaires du numéro 8 du bulletin d'information des commissions paroissiales JPSC sur les innovations du Nouveau Code de Procédure Pénale.

Grâce à notre accompagnement, la Coordination Provinciale a pu organiser 7 sessions de formation au profit des membres des Commissions Paroissiales JPSC de la province de l'Ouest. Toutes les sessions de formation portaient sur le thème "*Ce qu'il n'est pas permis à un chrétien militant de JPSC d'ignorer du Nouveau Code de Procédure Pénale au Cameroun*". Animées par des Magistrats et des Avocats, elles ont connu la participation de 355 membres des Commissions JPSC. Elles ont eu lieu à Bafoussam, Foubot, Fouban, Bangangté, Bandjoun, Baham et ont permis aux participants d'être outillés juridiquement pour entreprendre des actions de justice, de paix et de sauvegarde de la création dans leurs paroisses.

Dans le cadre du Projet "*Plaidoyer pour la réduction des accidents des motos taxis dans la province de l'Ouest*", la Coordination Provinciale JPSC, en partenariat avec la Commission Diocésaine Justice et Paix et sous notre accompagnement, a réalisé la première phase d'une étude qui porte sur la situation de référence de la profession de moto-taximan dans la ville de Bafoussam. Cette première phase a consisté à réaliser des enquêtes dans un échantillon de 28 hôpitaux, centres de santé et commissariats de police sur les cas d'accident dus aux motos taxis.

Dans la même lancée, d'autres actions ont été engagées en direction des autorités administratives du Département du Koung-khi pour l'installation des signaux routiers et la pose des dos d'âne sur le tronçon entre le centre ville et l'Institut Universitaire de

Technologie Fotso Victor, de l'axe routier Bafoussam-Yaoundé.

La Coordination Provinciale JPSC a également, avec notre appui, rencontré 17 responsables d'Eglises dont 6 Présidents de régions synodales de l'EEC, 4 responsables de la Native Baptist Church et 6 responsables de l'EPC pour susciter leur intérêt pour l'édification de la justice et de la paix dans leurs communautés respectives d'une part et d'autre part, obtenir leur implication dans la sensibilisation et la mobilisation des chrétiens au sein des Commissions Paroissiales JPSC. Dans la région synodale EEC du Noun-Nord par exemple, le Président Régional a organisé une rencontre qui a permis à la Coordination Provinciale, accompagnée d'un magistrat de sensibiliser 28 Pasteurs et Evangélistes sur le rôle que la Commission JPSC peut jouer dans l'Education Citoyenne et pour la défense des droits des chrétiens.

Au Bénin, en application des décisions prises lors de la séance bilan de la Campagne Semaines Pascales 2005 avec les partenaires, les structures de chaque église partenaire ont désigné leurs correspondant(e)s dont le nombre s'élève à 62 dont 18 femmes, provenant de 11 temples des églises protestantes méthodistes et évangéliques.

La rencontre individuelle des pasteurs a commencé le 5 février, par l'église protestante méthodiste de Djègan-Kpèvi avec pour objectif de consolider le partenariat qui nous lie aux Eglises. Pour y parvenir, une demande d'audience a été adressée aux pasteurs, puis un guide d'entretien a été élaboré à cet effet. La séance de Djègan-Kpèvi a connu la participation du pasteur GANDONOU Fidèle et de six (06) correspondants dont deux (02) femmes. Cette activité s'est déroulée le mercredi 17 mai dans nos locaux et a consisté à faire découvrir par un exposé-débat, le CIPCRE-Bénin aux 39 participants dont 8 femmes. Le PA 2006 de l'unité JPSC a été validé.

La réunion de la Commission Technique a eu lieu le 24 juin 2006 et a connu la participation de cinq (05) commissaires et du personnel de l'unité JPSC. Les travaux ont porté sur le point d'exécution du PA 2006, les meilleures stratégies de la formation, et le fonctionnement des commissions paroissiales JPSC. ■

années, ont eu tendance à dévaloriser leur Journée Internationale.

D'après les témoignages recueillis çà et là, les débordements des femmes ont considérablement été réduits grâce à nos campagnes de sensibilisation. De plus, les populations de Bafoussam et de Bamenda ont apprécié, comme par le passé, la présence du personnel femme et homme auquel se sont joints 102 partenaires dont 80 femmes pour le défilé du 8 mars.

Nous avons enfin pris part à la foire sanitaire de Bamenda organisée dans le cadre de la journée du 8 mars. Nous nous en sommes servis pour sensibiliser 110 personnes environ dont 75 femmes sur les avantages et l'importance de la culture et de la consommation des plantes médicinales.

La causerie éducative et la table ronde organisées à Bazou à l'occasion de la 44ème Journée de la Femme Africaine nous ont permis de sensibiliser plus de 500 personnes dont 90% de femmes et de nombreuses autorités traditionnelles sur l'importance de la promotion de la paix et de la sécurité comme gages du développement durable. Les femmes du département du Ndé ont saisi l'occasion de la causerie éducative pour exprimer aux autorités traditionnelles des doléances en rapport avec leur accès limité aux terres agricoles. Les chefs traditionnels présents dont le chef Balengou notamment, ont été très sensibles à ces doléances et ont promis de mettre à la disposition des associations féminines de leur localité qui en exprimeront la demande, des terres pour la réalisation des projets agricoles communautaires. La causerie éducative organisée au siège du GIC *Femme Baisse-toi* de Bandja pendant la 11ème Journée Mondiale de la femme rurale a donné l'opportunité à une cinquantaine de personnes présentes dont 90% de femmes d'améliorer leurs connaissances, d'acquérir des outils théoriques et pratiques dans le domaine du leadership et d'envisager la mise sur pied d'un réseau d'associations de femmes.

### Appui aux micro projets

Dans l'objectif de contribuer à la satisfaction des besoins pratiques des femmes partenaires du CIPCRE, nous avons apporté un appui financier à l'association AIPAH dans le but de créer, d'équiper et rendre fonctionnel un centre de formation en couture pour jeunes femmes et filles musulmanes de la communauté musulmane de Bafoussam afin de leur permettre d'échapper à la prostitution infantile et au mariage précoce. Alors que le projet prévoyait la formation de 20 personnes, 44 femmes mariées et célibataires sont actuellement inscrites. D'après les informations recueillies lors du suivi de ce projet, cette affluence est un indicateur de la pertinence de l'initiative. Les bénéficiaires sont des musulmanes issues de diverses origines : Haoussa, Bamiléké et Bamoun. La communauté musulmane de Bafoussam prend en charge les locaux et le traitement de deux des quatre formatrices.

Nous avons apporté des appuis/conseils aux GIC et associations de femmes qui leur ont permis de renforcer les capacités de 160 femmes en techniques de montage des projets. Trois projets ont ainsi été élaborés par

ces femmes et portent sur la culture du manioc, l'élevage de porc, l'élevage du mouton et la formation en genre. Les 3 groupes de femmes bénéficiaires ont été mis en relation avec d'autres organisations à l'instar du Programme des Nations Unies pour le Développement dont l'antenne de Bafoussam finance de petits projets pour GIC.

L'évaluation des projets d'élevage de poulets de chair des associations féminines *Akongne Women Group* et *Fanbros Women Group* quant à elle, a montré que globalement, les appuis financiers et techniques apportés à ces deux groupes ont significativement contribué à améliorer les revenus des bénéficiaires.



Appui en matériels au GIC *Femme Baisse-toi* de Bandja

Au-delà de la vente des poulets, ces groupes ont tiré des bénéfices non négligeables de la vente des fientes. Une partie de ces fientes a été aussi utilisée pour l'amendement des champs de cultures vivrières.

Au Bénin, le renforcement des capacités des partenaires à la base s'est traduit par le suivi des séances de 2005. L'activité a consisté en une enquête de suivi des séances de 2005 et a porté sur "*les attitudes discriminatoires en matière de scolarisation des filles*" et "*les attitudes discriminatoires en matière d'héritage par les filles*". L'enquête a concerné 24 personnes dont 14 hommes et 10 femmes et a permis de prendre connaissance du niveau d'exécution de leurs engagements, des résultats atteints et des difficultés rencontrées.

### Prise en compte du Genre au sein du CIPCRE

Dans le cadre du suivi des unités et cellules opérationnelles du CIPCRE dans la prise en compte du genre, nous avons veillé à ce que la formulation des résultats à atteindre et des indicateurs intègre les intérêts des femmes bénéficiaires des différentes activités

# COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT

*Dans le monde moderne, le développement ne se fait pas sans la communication. Au cours de l'année de référence, nous avons travaillé dans le respect de cette exigence en investissant divers espaces que sont nos émissions radiophoniques, nos centres de documentation et nos relations avec l'extérieur. Dans une synergie totale avec les cellules/unités opérationnelles et une collaboration sans faille avec nos partenaires techniques.*

**P**roduction, édition, documentation et diffusion, tels ont été les 4 piliers de notre politique de communication au Cameroun et au Bénin.

## Emissions radiophoniques

Nous avons réalisé une émission publique villageoise dans la localité de Kiénéghang sur le thème " *Influence des changements climatiques sur la production agricole* ". 200 personnes dont 80 femmes y ont pris part. Près de 150 lots constitués de brochures et tisanes de plantes médicinales, de T-shirts et casquettes, des exemplaires du journal ECOVOX et des brochures sur la jachère améliorée et sur le marcottage ont été distribués. Nous avons en outre produit 52 émissions dans le cadre de SOS-Environnement, dont 38 ont été diffusées sur la CRTV et 16 sur la radio universitaire TANKOU. Parmi les thèmes abordés, on peut signaler: femmes et agriculture, genre et prise de décision, la grippe aviaire et nous, gros plan sur l'aulacodiculture, la citoyenneté à l'école, les risques et conséquences du changement climatique, la fertilisation organique des sols et le trafic des jeunes filles à des fins d'exploitation sexuelle. Nous avons présenté une émission sur le Night Paddock Manuring Farming System au concours suisse des radios du Sud dans le but de vulgariser cette pratique à travers le monde au cas où elle serait retenue parmi les 10 émissions lauréates de ce concours.

Au Bénin, les journalistes de la station radio " Wèkè " nous ont reçus sur trois (3) émissions portant sur des thèmes environnementaux : en français, les émissions concernent les thèmes sur la GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) dans le cadre du PNE (Partenariat National de l'Eau) ; en Gun, le thème développé était : Les OGM dans l'agriculture béninoise : quel avenir ?

## Interviews et reportages

Nous avons saisi l'opportunité de la causerie sur la grippe aviaire, de l'émission publique villageoi-

se de Kiénéghang, de la formation en aulacodiculture à la station de diffusion et d'élevage des aulacodes, de la sensibilisation sur le changement climatique à Galim dans l'Union Madzong Kwanno et du séminaire sur la vulgarisation du Nouveau Code de Procédure Pénale pour réaliser 14 interviews de 14 personnes dont 4 femmes. 10 paysans et 4 enseignants des lycées, des collèges et de l'université de Dschang ont été interviewés sur ces mêmes thèmes pour alimenter les émissions SOS Environnement. Huit reportages sur des thèmes différents ont ainsi été réalisés.

## Approvisionnement du CEDO

Au Cameroun, le fonds documentaire du CEDO s'est enrichi de 212 documents et 239 journaux. Parmi les documents acquis, on dénombre 33 rapports de séminaire, 8 mémoires d'étudiants, 55 monographies et 65 brochures. Ces documents ont été soit achetés par la CECOM, soit reçus de nos partenaires tels que l'IUCN, Pain pour le Monde et le CTA et portent



Quelques ouvrages reçus

sur des sujets aussi divers que la communication, les innovations paysannes, la gestion des écosystèmes, la démocratie et l'animation. Nous avons reçu aussi des documents numériques constitués essentiellement de 17 CD audio en provenance de Radio Nederland. Avec ces entrées, notre registre d'entrée inventaire compte à ce jour 1989 documents.

extérieures dont une femme de la Délégation Provinciale de l'élevage et un vétérinaire de la place. 97 personnes ont pris part à cette causerie, dont 28 femmes. La richesse des exposés et l'intensité des échanges ont contribué à faire baisser la psychose qui s'était emparée des aviculteurs et des consommateurs après l'annonce de la survenue de l'épizootie au Cameroun.

Au Bénin, le Ministère en charge de l'environnement et l'UNICEF ont été contactés, dans le cadre de l'appel à dotation de documents lancé l'année dernière, de même que les sources habituelles qui nous offrent des documents. Le centre de documentation a ainsi enregistré vingt (20) ouvrages, neuf (9) rapports, trente et un (31) périodiques.

### Projets

L'élaboration des projets est une innovation qui nous a été inspirée du fait de l'amélioration de nos compétences dans la gestion du logiciel documentaire ISIS et de la collaboration que nous avons développée avec le CTA depuis quelques années. Pour cette année, nous avons dans un premier temps, initié une offre de service à la mairie de Dschang pour lui proposer notre expertise par rapport à la gestion de sa bibliothèque et un projet de publication de trois brochures sur les expériences du CIPCRE sur le compostage des ordures ménagères, la fertilité organique des sols par le parage nocturne des bœufs et la culture et l'utilisation des plantes médicinales que nous avons soumis au CTA pour financement. Les réponses du CTA et de la Mairie de Dschang restent encore attendues.

Au Bénin, en plus de la réalisation trimestrielle de la mémoire chronologique des événements, la capitalisation des expériences et interventions a connu le démarrage du processus de la réalisation d'un documentaire sur le PAQ 2002-2006 sous la prestation de l'agence GRIFFURE. La médiatisation des actions phares s'est poursuivie et a concerné : la formation du personnel et des Membres de l'Assemblée sur le code des personnes et de la famille (le Quotidien Le Matinal du mercredi 28 juin 2006 et la station radio Wékê) ; la remise des prix aux meilleurs apprenants apprentis de l'éducation écologique ; la boutique centrale " La Galerie de la Capitale " sur laquelle un dossier a été réalisé par le journaliste du Quotidien "Le Matinal" ; la visite au Village Maraîcher de Sèmè-Podji (ViMAS) dans le cadre des activités du PNE (couverture par le Quotidien Le Matinal et la station radio Wékê) ; la tournée d'information sur la GIRE dans le cadre du PNE et de la campagne "*Seize (16) jours d'activisme contre les Violences Faites aux Femmes*" organisée en parte-

nariat avec Social Watch et couverte par le quotidien Le Matinal dans sa livraison N°2490 du jeudi 30 novembre et la station Alléluia FM.

### Diffusion des publications

Des dépôts ont été créés auprès de 8 de nos partenaires que sont APCRE à Bertoua, la Procure, la Diaconie, la Librairie du Plateau de Bafoussam, le Centre National d'Évangélisation, la Librairie des Peuples Noirs à Yaoundé, la Procure, Papyrus, les Editions CLE et LIPACAM de Douala. En plus de ces partenaires, la diffusion a été aussi faite auprès des partenaires de la Campagne Semaines Pascales et auprès des institutions religieuses grâce à l'appui du Directeur Général et du Conseiller Théologique du CIPCRE. Nous avons également profité des espaces de promotion tels que la foire du CEPCOBA à Bahouan, les rencontres sectorielles des enseignements de base et des enseignements secondaires pour réaliser des ventes d'ouvrages et de journaux. Nos statistiques montrent que 1750 ouvrages différents ont été diffusés au cours de cette année.

Par rapport au journal ECOVOX, 864 exemplaires ont été diffusés auprès des abonnés parmi lesquels les organisations internationales et de recherche, les éditeurs avec qui nous faisons des échanges de journaux, les ONG et les abonnés individuels. Au nombre des abonnés individuels, on compte 62 personnes dont 25 femmes. En plus de la diffusion du journal ECOVOX numéro 35, nous avons aussi actualisé le fichier des abonnés et adressé des lettres de relance aux lecteurs dont l'abonnement était arrivé à terme. Nous avons enfin effectué un dépôt à MESSAPRESSE, une maison de diffusion des journaux, pour une large diffusion auprès du grand public.

Cinquante (50) photos des activités des unités opérationnelles ont été sélectionnées, commentées et affichées au babillard. Cette actualité en images permet de renseigner davantage nos visiteurs sur les activités du CIPCRE.

Nous avons rédigé deux articles pour le site Web du CIPCRE et commis un autre intitulé "*Cameroun : la mort programmée des bibliothèques*" qui rend compte du désintérêt manifesté par le pouvoir et l'opinion publique vis-à-vis des bibliothèques et des centres de documentation. Il a été publié dans le journal Echos du COTA qui paraît en Belgique.■

## Formation à l'utilisation des TIC

Nous avons organisé 30 sessions de formation en système d'exploitation et bureautique (Windows xp, Word, Excel, Internet et création de sites Internet.), au bénéfice des églises membres du CEPCA, de leurs établissements scolaires, des associations et organisations de la société civile et même des individus désireux de renforcer leurs capacités dans ces domaines. Chacune de ces sessions a vu la participation de 15 personnes en moyenne, soit au total 343 dont 204 femmes. Trois (3) sessions de formation ont aussi été organisées et réalisées sur l'administration et la mise à jour des sites Internet dynamiques au profit du chargé de communication du réseau des artisans du Nord-Ouest (NOWECA), de 35 leaders provinciaux du réseau DSRP-Jeunesse, de trois élèves et d'un enseignant du Lycée de Maképé de Douala. Une (1) session de formation baptisée "*Internet Vacances*" a vu le jour au profit des élèves et étudiants. Près d'une trentaine de sessions de formations ont été aussi organisées au bénéfice des entreprises qui exigent, de plus en plus, de leurs employés, une aptitude à l'utilisation de l'outil informatique. Enfin, le suivi des étudiants de la Faculté de Théologie Protestante de Yaoundé a été renforcé par l'organisation régulière des séances de travaux pratiques en informatique au CCS.

## Accès à Internet et vente de services

Dans le but de faciliter l'accès et la participation à la société de l'information, nous avons procédé à de nouvelles installations du réseau local informatique à 3 structures : les Cabinets conseils VIPOD et Compétences, et le Cabinet Juridique de Me Nko'o. Ces structures se trouvent dans le même immeuble que le CCS. Nous avons aussi procédé à la vente des produits traditionnels du Centre de Ressources Multimédias (Navigation sur haut débit, scanner, impression, saisie, abonnement, location de la salle...), et à la location du CRM (qui dispose entre autres de 20 ordinateurs connectés à Internet, d'une imprimante couleur, d'une imprimante laser et d'un scanner) au PNUD, pour l'organisation d'un séminaire. Pour augmenter et fidéliser nos clients par rapport aux différents services offerts par le CRM, nous leur avons remis à chaque fois nos différents dépliants.

## Création, hébergement et administration des sites web

Nous avons créé et hébergé 3 packs "WAGNE asso" pour trois organisations de la société civile : l'association des artisans du Nord-Ouest (NOWECA), l'association des femmes chrétiennes de l'Eglise presbytérienne, consistoire de Yaoundé et le Conseil Supérieur Islamique du Cameroun (CSIC). Pour ce qui est de la réalisation des sites Internet sur mesure, nous avons créé et hébergé le site de Global Water Partnership Cameroon (GWP-Cameroon), et contractualisé avec 2 organisations de la société civile, notamment le Programme Concerté pluri Acteurs du Cameroun (PCPA) et le Forum Cameroun pour la création et l'hébergement de leur site Internet.

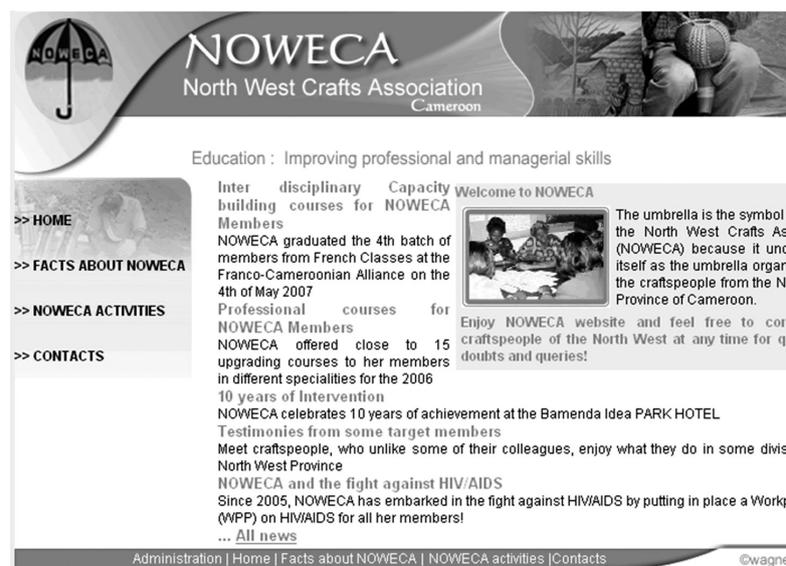
Par ailleurs, nous avons régulièrement assuré la mise à jour de 4 sites web pour 4 structures: le Collège

Evangelique de New-Bell ([www.cenb-cameroun.org](http://www.cenb-cameroun.org)) et l'Association Camerounaise pour la Traduction de la Bible et l'Alphabétisation (CABTAL) dont nous avons en plus assuré l'encadrement technique des équipes de rédaction ; le site des Editions CLE qui a été régulièrement mis à jour sous la coordination du Directeur de ladite institution et le site web de la société civile camerounaise que nous avons rendu dynamique.

La contractualisation avec ces différents partenaires a été le résultat de multiples prospections que nous avons effectuées, et la parfaite collaboration avec nos collègues, notamment ceux du CIPCRC Bénin qui ont facilité la mise en relation du CCS avec le partenaire Global Water Partnership.

Comme résultat, les associations dont les sites web ont été créés ont amélioré leur stratégie marketing et acquis de nouveaux outils de communication. En plus, les informations utiles concernant la société civile camerounaise sont régulièrement mises à la disposition du public. La grosse difficulté reste la pénétration des marchés publics.

Comme difficulté, le serveur de SMTP pour le moment connaît quelques problèmes d'envoi des courriers. Le SMTP de WAGNE qui avait été réouvert afin de



Page d'accueil d'un site Internet réalisé par Wagne

permettre aux utilisateurs nomades de la messagerie électronique @wagne.net de communiquer facilement quel que soit leur point d'accès, a connu des restrictions dans son utilisation à cause du phénomène des spams. Ces problèmes sont en train d'être résolus de façon collégiale par notre hébergeur et nous.

Dans le cadre de la promotion de l'Internet, le forum de discussion évolutif ([www.wagne.net/fia/forum](http://www.wagne.net/fia/forum)) et le site Internet ([www.wagne.net/fia](http://www.wagne.net/fia)) présentant les activités réalisées lors de la Fête de l'Internet à Yaoundé ont été restructurés, renforçant ainsi les échanges et le partage d'information entre le réseau mis en place autour de la Fête de l'Internet et regroupant WAGNE et plusieurs autres acteurs des TIC au Cameroun. En marge des travaux du Conseil d'administration du CIPCRC tenus à

# NOS STRATEGIES ET NOS RESSOURCES



*Pour réaliser nos activités au Cameroun et au Bénin, nous avons mis en place des stratégies à la fois globale et locale et mobilisé toutes les ressources nécessaires dans une même logique de résultat. Le Directeur Général et les Directeurs Nationaux ont été, à cet égard, au four et au moulin pour impulser cette vaste dynamique.*

**D**ans le cadre de nos activités traditionnelles de suivi-accompagnement des Directions Nationales et du CIPCRE Conseil et Services, nous avons organisé 8 missions d'audit interne, dont 2 au CIPCRE-Bénin, 2 au CIPCRE Liaison Office (CIBLO) de Bamenda, 2 au CIPCRE-Cameroun et 2 au CCS. Dans ces différentes structures, nous avons également réalisé 4 inventaires des biens du CIPCRE (ouvrages, cheptel d'aulacodes, matériels roulants et informatiques). Par rapport à l'audit externe, nous avons organisé et accueilli deux missions (dont une au Bénin et une au Cameroun) du cabinet Price Waterhouse and Coopers.

Si au CIPCRE-Bénin et au CIPCRE-Cameroun, le suivi des activités n'a donné lieu à aucune observation particulière, au CCS en revanche, il a abouti à un constat d'indélicatesse financière de son Directeur qui s'est trouvé dans l'obligation de donner sa démission. Mme Agnès Djuissi, précédemment coordinatrice de la Cellule Genre et Développement au CIPCRE-Cameroun a été nommée en ses lieu et place.

Nous avons organisé du 19 au 21 avril, la session ordinaire du Conseil d'Administration (CA). Au terme des travaux, le rapport d'activités et financier du CIPCRE pour l'année 2005, le Plan d'Action Annuel 2006 du CIPCRE et le Plan d'Action Triennal 2007-2009 du CIPCRE-Bénin ont été examinés et adoptés ; le Règlement Intérieur National du CIPCRE-Bénin a été également examiné et ratifié.

Nous avons donné des appuis multiformes au CIPCRE-Cameroun dans l'exécution de ses activités : mise en ligne des articles sur les activités réalisées ; accompagnement du projet Changement Climatique et de l'UPEC ; coordination de la Campagne Semaines Pascales, de l'orientation stratégique de ses activités à leur animation en passant par le lobbying auprès des médias, de la société civile, des autorités administratives, traditionnelles et religieuses.

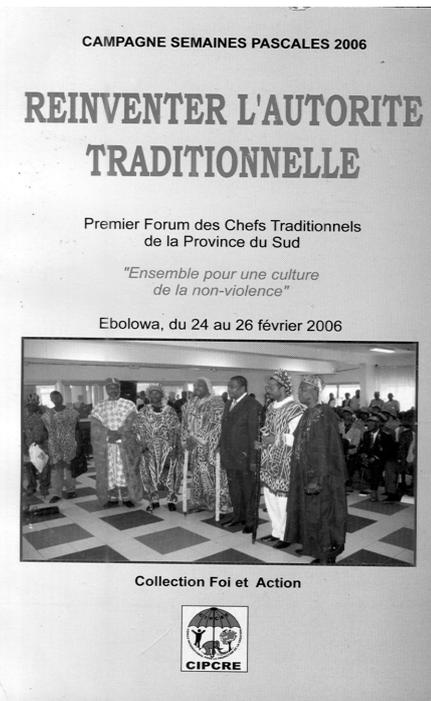
Grâce à l'outil Internet, nous avons échangé avec Udo Bertrand de EED, l'équipe du CIPCRE-Bénin et Maria d'Orazio au sujet de la mission d'évaluation et de réorientation stratégique de la Direction Nationale par cette dernière. Le suivi du CCS a consisté en la coordination d'un atelier sur le processus de conseil animé par Mme Rita Joldersma, Consultante néerlandaise au profit du personnel du CIPCRE. Nous avons également élaboré, en collaboration avec Rita, les cahiers des charges des employés du CCS.

## Suivi de la réintégrante EED

La réintégrante EED, Mme Ambe Lum Patience, arrivée au CIPCRE (CRS, Direction Générale) le 1er février 2006 a poursuivi son processus d'insertion dans la maison. Elle a, conformément à son cahier des charges, recherché sur Internet de potentiels partenaires financiers pour le CIPCRE. Comme retombée de cette recherche de potentiels bailleurs de fonds, nous avons reçu de WUS (World University Service, une organisation allemande qui accorde des équipements aux experts du Tiers Monde ayant fait des études en Allemagne et qui sont rentrés dans leurs pays), un accord pour le financement de matériels de bureau, notamment un ordinateur portable, un rétroprojecteur avec écran, un appareil photo et un appareil vidéo numériques.

## Publications

Nous avons produit quatre types de publications à savoir trois ouvrages de la Collection Foi et Action : **Réinventer l'autorité traditionnelle** publié à l'issue du Forum des Chefs Traditionnels du Sud dans le cadre de la Campagne Semaines Pascales, **Femmes et Théologie, enfanter une nouvelle société** par Kä Mana, Hélène Yinda et Nyambura Njoroge, **A Cœur ouvert, Confessions d'un croyant africain**, par Kä Mana dédié le 6 octobre 2006 au CCS à Yaoundé. Tous ces ouvrages ont été tirés en 2 000 exemplaires chacun. Nous avons publié un rapport public en 3 000 exemplaires et 2 numéros d'ECOVOX : le premier a porté sur l'école et le second sur les catastrophes naturelles. Le très connu quotidien Mutations dans sa livraison du mardi 08 Août a fait une recension du numéro 35 en page 10 sous le titre ECOVOX réinvente l'école africaine. Nous avons enfin publié en 3 000 exemplaires le calendrier 2007 sur les causes, les manifestations, les conséquences du changement climatiques et les moyens d'y faire face.



**la pauvreté en Afrique : une réflexion à partir de l'expérience du CIPCRE.** Dans le cadre de la Campagne Pascale 2006 de Kerkinactie sur le thème général "**Chercher la balance**", nous avons été sollicités pour présenter, dans une dizaine de Régions Ecclésiastiques aux Pays-Bas, une communication sur le sous-thème "**L'Appel d'Accra et l'engagement du CIPCRE dans la transformation sociale**". Johan Naron nous a apporté un précieux concours lors de cette tournée, notamment en nous conduisant aux différents lieux des conférences et en assurant la traduction.

### Coopération avec les partenaires locaux

Les activités menées en collaboration avec les structures déconcentrées de l'Etat et les organisations locales au Cameroun vont de la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement (MINEP) à la célébration de la Journée Internationale de la Femme et de la Famille (MINPROFF) en passant par la distribution du matériel agricole aux agriculteurs (MINADER), l'encadrement de 10 étudiants dans le cadre des stages académiques (FASA, CRA de Bambili, Université des Montagnes), les premières journées portes ouvertes de l'aulacodiculture (HPI, UICN, FAO et ANEAC, le séminaire d'élaboration du Plan National de lutte contre la désertification (MINEPN), le recouvrement de Fcfa 6 156 500 (au titre de crédit MIDE-NO), l'ouverture du nouveau site touristique du Lac Awing dans l'arrondissement de Santa (MINTOUR), l'appui à l'élaboration des Statuts et du Règlement Interieur de l'Assemblée des Chefs Traditionnels de l'ouest, etc.

Au CIPCRE-Bénin, nous avons organisé, dans la perspective du Plan d'Actions Triennal PAT 2007-2009, une tournée pour nous informer des pratiques en cours dans les structures homologues afin de nous en inspirer pour mettre en place les nouvelles dispositions ou pratiques pour conduire le nouveau plan. Après avoir identifié une dizaine de structures homologues (DEDRAS/UEEB, GERED, CERADE, IRCOD, CBDIBA, BUPDOS, DCAM, Nature Tropicale, Bénin nature), nous leur avons transmis les termes de référence de la tournée, avec, à la clé, une proposition d'agenda. La synthèse des rencontres a été effectuée par le Directeur National. A chaque étape, les entretiens ont porté sur les programmes/projets exécutés, en cours d'exécution et/ou en perspective ; l'évolution organisationnelle, les difficultés rencontrées et les solutions apportées ; les compétences spécifiques ; la grille salariale appliquée et les autres mesures de motivation du personnel, tout cela pour une meilleure connaissance de l'ONG visitée d'une part et d'autre part, sur les possibilités ou les axes concrets de collaboration entre l'ONG visitée et le CIPCRE-Bénin (au plan institutionnel et au plan opérationnel) ; les expériences en matière de diversification des partenaires techniques et financiers et les expériences en matière de travail en réseau au Bénin.

Au terme de la tournée de rencontres d'échanges avec les ONG, des informations utiles et des outils ont été collectés (l'évolution institutionnelle,

les organigrammes, les fiches diverses de suivi ou d'évaluation ou de capitalisation) ; des axes de collaboration sont envisagés mais restent à approfondir (possibilité d'utiliser les bulletins d'information comme La colombe de l'Espoir de DCAM, Woutoutou de Bénin Nature, etc., co-actions visant la complémentarité au plan territorial ou au plan thématique, etc.).

### Rencontres et fora divers

Nous avons participé à des rencontres et fora divers dont l'ouverture et la clôture du SNAB ; l'Atelier de validation du plan d'opérationnalisation de la politique nationale de développement de l'Artisanat (PNDA) ; la séance de travail le 12 octobre avec une mission FAO d'appui au démarrage de l'étude du schéma directeur de valorisation des ressources naturelles dans la basse et moyenne vallée de l'Ouémé ; la Conférence publique de l'ONG BETHESDA le 18 octobre sur "**Déversement des déchets toxiques en Afrique : enjeux pour la sous région**" ; la Réflexion sur la relance de la Radio communautaire de l'ONG GERDDES Afrique (Radio Gerddes FM) ; les travaux de la Commission des Affaires Œcuméniques de l'Eglise Protestante Méthodiste du Bénin et diverses activités de l'ONG béninoise Les Rossignols Affranchis.

### Stratégies de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (SCRP)

Dans le cadre de l'initiative PPTE, le gouvernement a, après la première génération du DSRP (2003-2005), entrepris l'élaboration d'une deuxième génération intitulée SCR (2007-2009). A cet effet, nous avons œuvré, sur l'initiative du réseau Social Watch Bénin, à l'implication des organisations de la société civile (OSC) de la Commune d'Akpro-Misséré dans le processus d'élaboration dudit document comprenant la participation à l'atelier de formation des responsables des OSC du Sud-Bénin ; la rencontre du Maire d'Akpro-Misséré ; la séance de restitution aux OSC de la Commune ; la collecte de données, le traitement et la rédaction du rapport, pendant un mois et l'atelier de validation du rapport communal. De même, nous avons participé à deux ateliers régionaux de validation du projet de document national. Contrairement au DSRP1, la SCR a bénéficié d'un "verdissement" qui a permis de donner aux préoccupations environnementales la place qui est la leur. Cette place se manifeste d'une part de façon transversale à tous les 5 axes stratégiques et d'autre part de façon sectorielle au niveau de l'axe stratégique 5 intitulé développement équilibré et durable de l'espace national.

### Planification et suivi-évaluation

Dans le cadre du suivi et de l'accompagnement des unités opérationnelles du CIPCRE-Cameroun, nous avons organisé un atelier bilan des activités de l'année 2005, un atelier de planification opérationnelle, des réunions de coordination et supervisé l'élaboration des planifications mensuelles des activités. Nous avons aussi actualisé les fiches de préparation et de rapport

l'élaboration des projets de développement communautaires, la Gestion Axée sur les Résultats, l'identification des besoins en formation des partenaires de base, etc. En particulier, un cadre a participé au voyage d'étude sur le recyclage des eaux de pluie et l'assainissement écologique. Financé par le CTA (Pays-Bas) et conduit par le CREPA siège (Burkina Faso), ce voyage a permis d'étudier les expériences en cours à Ouagadougou en gestion des impluviums qui permettent de recycler l'eau de pluie et en matière de latrines écologiques qui permettent de recycler les déjections humaines (urines et fèces). Le même cadre a participé au programme international de formation sur la GIRE dont la première phase a eu lieu à Stockholm en Suède. Le Comptable a terminé avec succès sa 1ère année de formation de BTS en comptabilité/gestion.

Nous avons connu le départ de 6 collègues aussitôt numériquement remplacés. C'est ainsi que 3 personnes ont été recrutées et trois sont en cours de recrutement. Parmi elles, on compte 3 hommes et 3 femmes, tous des cadres.

### Participation aux réseaux



Séance de travail du comité Ad Hoc de l'Assemblée des Chefs Traditionnels de l'Ouest appuyée par le CIPCRE

Au Cameroun, nous avons activement participé aux travaux de différents réseaux de la société civile notamment au séminaire préalable à la mobilisation de la société civile camerounaise sur la privatisation de la Société Nationale des Eaux du Cameroun (SNEC) organisé par le Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA) à Mbalmayo et au cours duquel nous avons présenté l'exposé introductif sur le thème : *"L'eau, un enjeu mondial"* ; à la Journée de Réflexion de Transparency International dont nous sommes membre sur le thème *"Corruption et Santé"* ; à l'accueil à Yaoundé de Mme Huguette Labelle, Présidente Mondiale de Transparency International avec qui nous avons rencontré un certain nombre d'autorités politiques et morales du Cameroun dont le Premier Ministre et le Secrétaire Général de la Présidence de la République pour échanger sur le fléau de la corruption

qui gangrène, jour après jour, le tissu économique et social de notre pays ; à l'Assemblée Générale de Transparency International à la suite de laquelle nous avons signé un article intitulé *Transparency International-Cameroon : la crise, les faits et leur signification pour notre pays* paru dans le Quotidien Mutations ; à la structuration des Chefferies Traditionnelles de l'Ouest dans le toilettage de leurs statuts et de leur Règlement Intérieur ; aux séances et activités des réseaux Béninois dont nous sommes membre à l'instar du Groupe d'Action National (GAN) réunissant les partenaires EED et ICCO au Bénin. A cet effet, l'essentiel des activités se résume à la contribution technique et financière au projet relatif à l'observation des élections présidentielles : à la formation de 2 observateurs du CIPCRE-Bénin et l'observation des élections (1er et 2nd tours) dans les communes de Porto-Novo et d'Adjarra ; à la participation à la réunion biannuelle tenue au siège de l'ONG GABF à Pobè et au séminaire d'évaluation du projet d'observation des élections présidentielles.

Nous avons également participé au Collectif National des Organisations Non Gouvernementales de Gestion des Déchets et de l'Assainissement (CoNoGeDA). A cet égard, les principales activités menées ont été : la tenue de deux sessions de l'Assemblée départementale ; les réunions du Bureau de la coordination départementale le 1er mardi de chaque mois avec quelques rencontres extraordinaires ; la participation aux activités au niveau national (réunions du BEN/CONOGEDA) ; l'appui à la dynamisation des sections communales dont la relance de la section communale de Porto-Novo qui a maintenu sa dénomination d'Organe de Concertation pour la Gestion des Déchets (OCGD) ; la mise en place de la section communale de Sèmè-Podji (CoNOGeDA) ; la visite d'étude au marché d'Adjarra, marché dont l'assainissement est assuré par l'ONG KPETOU PROPRE. Au cours de cette visite faite en présence du DST de la mairie, les principaux problèmes répertoriés (Manque d'encadrement et de formation des ouvriers en matière d'hygiène et de santé, manque de matériels de travail, brûlage des déchets plastiques dans le marché) ont servi de base à la coordination pour faire un plaidoyer à l'endroit du DST afin que la mairie renforce son appui institutionnel à l'ONG KPETOU PROPRE ; l'élaboration d'un Répertoire des ONG de gestion des déchets et de l'assainissement intervenant dans l'Ouémé et l'organisation et tenue de rencontres et séances de travail avec les autorités communales d'Adjarra et de Sèmè-Podji.

### Concertations et stages

Quelques séances de travail et de concertation ont marqué la collaboration entre l'Administration du CIPCRE Bénin et les Délégués du Personnel. Il s'agit notamment de leur participation aux séances d'amendement des Statuts du Personnel et de la concertation sur les conditions de travail du personnel. Les contrats du personnel temporaire recrutés respectivement pour le compte de la Caisse, des Unités JPSC et CIPCRE-SU ont pris fin au cours du mois de décembre. Seul le

**Les ressources financières mobilisées pour mener à bien nos activités aussi bien au Cameroun qu'au Bénin, se présente comme suit :**

| Libellés  | Cameroun           | CCS                | Bénin             | Total              |
|---|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| <b>1 - RECETTES</b>                                 |                    |                    |                   |                    |
| Report au 1er janvier 2006*                         | 21 646 433         | 15 370 694         | 15 834 043        | 52 851 170         |
| Produits propres                                    | 16 618 659         | 11 602 705         | 10 673 321        | 38 902 685         |
| Versements contractuels                             | 390 259 487        | 31 396 403         | 34 933 127        | 455 589 017        |
| FID   | 266 187 130        | 30 396 403         | 27 112 793        | 332 696 326        |
| KIRKINACTH  | 57 396 238         | 0                  | 0                 | 57 396 238         |
| CMC/AMA   | 24 089 547         | 0                  | 0                 | 24 089 547         |
| Dad   | 8 047 623          | 0                  | 0                 | 8 047 623          |
| CICU  | 1 601 660          | 0                  | 0                 | 1 601 660          |
| CORUAD  | 12 197 307         | 0                  | 0                 | 12 197 307         |
| AUTRES - (après EXASST) et financement CIPCRE-Bénin | 10 096 610         | 0                  | 0 820 334         | 10 916 944         |
| <b>Total Recettes (1)</b>                           | <b>418 554 679</b> | <b>47 828 414</b>  | <b>63 462 691</b> | <b>529 845 784</b> |
| <b>2 - DEPENSES</b>                                 |                    |                    |                   |                    |
| <b>2 - 1 CIPCRE-Direction Générale</b>              | <b>232 458 220</b> | <b>2 561 448</b>   | <b>0</b>          | <b>192 840 385</b> |
| Équipement  | 39 437 949         | 2 561 448          | 0                 | 41 999 397         |
| Frais de personnel                                  | 26 992 452         | 0                  | 0                 | 26 992 452         |
| Frais administratifs                                | 19 660 278         | 0                  | 0                 | 19 660 278         |
| Coordination  | 76 265 577         | 0                  | 0                 | 76 265 577         |
| Autres projets de la Direction Générale             | 27 982 681         | 0                  | 0                 | 27 982 681         |
| Appuis aux Directions - CIPCRE Bénin et CCS         | 15 679 583         | 0                  | 0                 | 15 679 583         |
| Terrain   | 26 496 700         | 0                  | 0                 | 26 496 700         |
| <b>2-2 CIPCRE- Direction Nationale</b>              | <b>196 313 012</b> | <b>56 481 934</b>  | <b>62 144 721</b> | <b>314 939 667</b> |
| Frais de personnel                                  | 45 785 013         | 12 658 200         | 16 598 846        | 75 042 059         |
| Frais administratifs - Coordination nationale       | 11 427 330         | 13 826 015         | 13 093 262        | 38 386 607         |
| Frais de programmes                                 | 96 879 121         | 29 967 719         | 23 838 377        | 150 685 217        |
| Changement Climatique                               | 31 874 910         | 0                  | 0                 | 31 874 910         |
| Frais divers (réserves au Cam / autres activités)   | 10 116 638         | 0                  | 6 712 236         | 16 828 874         |
| <b>Total dépenses (2)</b>                           | <b>428 771 232</b> | <b>59 043 382</b>  | <b>62 144 721</b> | <b>549 959 335</b> |
| <b>Solde au 31 décembre 2006 (3) = (1) - (2)</b>    | <b>-10 216 553</b> | <b>-11 214 968</b> | <b>1 317 970</b>  | <b>-20 113 551</b> |
| <b>TOTAL</b>  | <b>418 554 679</b> | <b>47 828 414</b>  | <b>63 462 691</b> | <b>529 845 784</b> |
| <b>* Solde au 1er janvier 2006</b>                  | <b>21 646 433</b>  | <b>*</b>           | <b>15 834 043</b> |                    |
| compte d'épargne Direction Générale                 | 17 116 153         | FAQ 2002-2006      | 16 179 056        |                    |
| Compte d'épargne CCS                                | 4 530 280          | Autres prog.       | -645 013          |                    |

Les comptes du CIPCRE, sont audités et certifiés par le Cabinet Price Waterhouse & Coopers B.P. 12271 Douala Cameroun

## LISTE DES ABBREVIATIONS

|          |   |                |   |
|----------|---|----------------|---|
| ADFCID   | Action pour un Développement Équitable, Intégré et Durable  | MBOSCUDA       | Mbomro Social and Cultural Development  |
| AGROFOBA | Agroforestiers de Bangang   | MEPS           | Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire  |
| AIPAH    | Association Islamique pour la Promotion et l'Assistance Humanitaire du Cameroun                         | MEQI           | Mission Évangélique Unie  |
| ANFAC    | Association Nationale des Éleveurs d'Autacodes du Cameroun  | MIFSS          | Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et Solidarité                           |
| ARTACIG  | Abatakam Rural Integrated Farming Group   | MIDENO         | Mission de Développement du Nord-Ouest  |
| ATWID    | Association for Creative Teaching for Rural Women and Youth Development                                 | MIFACIG        | Mixed Farming Common Initiative Group   |
| AVSS     | Agence de Vulgarisation de la Sécurité Sociale  | MIFU           | Mezani Integrated Farming Union   |
| AVZ      | Agent Vulgarisateur de la Zone  | MINADER        | Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural                                      |
| BUPDUS   | Bureau des Projets et Développement des Œuvres Sociales   | MINEPE         | Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Faune                              |
| CAULAMU  | Coopérative Agricole des Planteurs de la Masi   | MINFOE         | Ministère de la Forêt et de la Faune  |
| CBDBA    | Centre Béninois pour le Développement des Initiatives de Base   | MINPROFF       | Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille                                    |
| CERABE   | Centre de Recherche et d'Action pour le Bien-être et la Sauvegarde de l'Environnement                   | MINTOUR        | Ministère du Tourisme   |
| CERAD    | Centrale des Ressources d'Appui au Développement  | NCCB           | National Cooperative College of Bamenda   |
| CNEZY    | Centre National de Formation Zootechnique et Vétérinaire  | NDEF           | National Development Foundation   |
| CNP      | Comité National de Pilotage   | NESA           | Network for Sustainable Agriculture   |
| COMINSUD | Community Initiative for Sustainable Development  | NWADO          | North West Association of Development Organisation  |
| CONOGEDA | Collectif National des Organisations Non Gouvernementales de Gestion des Déchets et de l'Assainissement | OCGD           | Organe de Concertation pour la Gestion des Déchets  |
| CTA      | Centre Technique Agricole   | PACDDU         | Programme d'Appui à la Décentralisation et du Développement                               |
| DAT      | Délégation à l'Aménagement du Territoire  | PNDA           | Politique nationale de développement de l'Artisanat                                       |
| DCAM     | Développement Communautaire et Assainissement du Milieu   | PNE            | Partenariat National de l'Eau   |
| DDEHU    | Direction Départementale de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme                             | PNUD           | Programme des Nations Unies pour le Développement   |
| DNA      | Direction Nationale de l'Artisanat  | PRONAPM        | Producteurs Novateurs Agrépastoraux de Penka Michel                                       |
| DISRP    | Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté  | PROTAIGE-Bénin | Promotion des Technologies Artisanales Intégrées à la Gestion de l'Environnement au Bénin |
| BED      | Service des Eglises Évangéliques en Allemagne pour le Développement                                     | RAFABAM        | Réseau des Associations des Femmes de l'Arrondissement de Bimendjéou                      |
| BFTD     | École de Formation des Techniciens de Développement   | SCRP           | Stratégies de Croissance et de Réduction de la Pauvreté                                   |
| ELAF     | Éleveurs et Agriculteurs de Foumhou   | SDAC           | Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune  |
| FASA     | Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles   | SECAAR         | Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale   |
| FORIC    | Forum of Women's Information and Coordination   | SIAO           | Salon International de l'Artisan de Ougakoukou  |
| GERED    | Groupe d'Etude et de Recherche sur l'Environnement et le Développement                                  | SNAB           | Salon National de l'Artisanat du Bénin  |
| HYSACAM  | Hygiène et Salubrité du Cameroun  | SNJP           | Service National Justice et Paix  |
| IRAD     | Institut de Recherche Agricole pour le Développement  | SNV            | Organisation Néerlandaise pour le Développement International                             |
| ITRNAA   | Herboristes et Naturopathes Associés  | UCCAO          | Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest                                      |
| IRCOD    | Institut Régional de Coopération Décentralisée  | UMOFAG         | Union of Momo Farming Groups  |
| ITA      | Institut Technique Assomption   | WAWP           | West African Water Partnership (Partenariat Ouest Africain de l'Eau)                      |